

**DECISION N°064/2023/ARCOP/CRD/DEF DU 03 NOVEMBRE 2023
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN
COMMISSION LITIGES SUR LE RECOURS DE LA SOCIETE ECOREL PORTANT
SUR L'APPEL D'OFFRES N° F_DSV_064 DU MARCHE RELATIF A
L'ACQUISITION DE MATERIELS D'INSPECTION ET DE CONTRÔLE DES
DENREES ALIMENTAIRES, LANCE PAR LE MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DES
PRODUCTIONS ANIMALES (MEPA).**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION
LITIGES,**

VU la loi n° 65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée ;

VU le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP), notamment en ses articles 20 et 21 ;

VU le décret n° 2022-2295 du 28 décembre 2022 portant Code des marchés publics ;

VU le décret n° 2020-969 du 20 avril 2020 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'ARMP modifié ;

VU la décision n° 0005/ARMP/CRMP portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés publics ;

VU la résolution n° 07-20 du 28 avril 2020 portant désignation des membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP modifiée ;

VU le recours de la société ECOREL reçu le 16 mai 2023 ;

VU la quittance de consignation n°100012022002377 du 17 mai 2023 ;

VU la décision n° 065/2022/ARMP/CRD/DEF du 30 juin 2022 du CRD, statuant en commission litiges sur le recours de la Société ECOREL portant sur l'appel d'offres n°F_DSV_O64 du marché relatif à l'acquisition de matériels d'inspection et de contrôle des denrées alimentaires, lancé par le MEPA ;

VU la lettre du DAGE du MEPA référencée 00000805/MEPA/DAGE du 16 octobre 2023 adressée au DG de l'ARCOP ayant comme objet « transmission de documents au recours sur le marché relatif à l'acquisition de matière»

Sous le rapport de Monsieur Al Hassane DIOP, présentant les moyens et conclusions des parties ;

En présence de monsieur Mamadou DIA, Président ; de Monsieur Alioune NDIAYE ; messieurs Moundiaye CISSE et Mbareck DIOP, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

De Monsieur Saer NIANG, Directeur général de l'ARCOP, secrétaire rapporteur du CRD, assistée par ses collaborateurs, observateurs ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi et aux principes généraux de la régulation ;

Adopte la présente décision :

Par courrier reçu le 17 mai 2023 à l'ARCOP, enregistré sous le N°1568/CRD au service courrier du CRD, la société ECOREL a saisi le Comité de Règlement des Différends pour contester le rejet de son offre portant sur l'appel d'offres N° F_DSV_064 du marché relatif à l'acquisition de matériels d'inspection et de contrôle des denrées alimentaires, lancé par le (MEPA).

LES FAITS

Dans le journal « Vox Populi » numéro 1570 du samedi 26 et dimanche 27 mars 2022, le MEPA a lancé un marché relatif à l'acquisition de matériel d'inspection et de contrôle des denrées alimentaires d'origine animale.

A la séance d'ouverture des plis le 27 avril 2022, les cinq (05) offres reçues et lues publiquement sont :

N°	Soumissionnaires	Montants
1	ECOREL	59 574 144 F CFA TTC
2	SOPRODEL	76 509 414 F CFA TTC
3	CALYPSO GROUP	42 794 278 F CFA HTVA
4	Darou Salam Douyoli	79 749 415 F CFATTC
5	SEN VETO/ KAMAC	50 662 554 F CFA HTVA

Au terme de l'évaluation des offres, la commission des marchés a proposé l'attribution provisoire du marché à Darou Salam Douyoli pour un montant global de soixante-dix-neuf millions sept cent quarante-neuf mille quatre cent quinze (79 749 415) F CFA TTC.

Ce choix a ensuite été successivement validé par la commission des marchés et par l'Autorité contractante.

Publiée dans le journal « Vox Populi » du vendredi 27 mai 2022, cette décision avait été contestée par la Société ECOREL à travers un recours contentieux adressé au CRD et reçu le 10 juin 2022, intervenu après son recours gracieux du mercredi 1^{er} juin 2022, resté sans réponse.

Après examen de la demande, le CRD avait d'abord ordonné la suspension de la procédure de passation par décision N°033/2022/ARMP/CRD/SUS du 16 juin 2022 du CRD avant d'ordonner la reprise de l'évaluation des offres par décision n° 065/2022/ARMP/CRD/DEF du 30 juin 2022.

Par la suite, l'entreprise ECOREL, par courrier reçu le 17 mai 2023 à l'ARCOP, a introduit un nouveau recours après à la réévaluation ordonnée par le CRD. Une nouvelle suspension a été ordonnée par décision n°008/2023/ARCOP/CRD/SUS du 26 mai 2023.

Par lettre, n°00805/MEPA/DAGE, l'autorité contractante a transmis les documents nécessaires à l'examen du recours.

LES MOYENS DEVELOPPES A L'APPUI DU RECOURS

Le requérant soulève à nouveau la violation de l'article 44 du code des marchés publics qui stipule que « les documents prévus aux alinéas a), b), d), e), f) et éventuellement h) et i), non fournis ou incomplets sont exigibles dans un délai, au plus, égal à celui imparti à l'Autorité contractante pour prononcer l'attribution provisoire ».

De même, il souligne que conformément aux CGAP 20.1, les pièces incomplètes ou non fournies devraient être demandées, au préalable, par la Commission des marchés.

La société ECOREL estime qu'en rejetant, ainsi, son offre pour l'AOO n°F_DSV_064 pour lot unique sans respecter cette formalité, la commission des marchés a violé les dispositions précitées.

LES ARGUMENTS DONNES PAR L'AUTORITE CONTRACTANTE

L'autorité contractante déclare qu'après avoir reçu la Décision N°033/2022/ARMP/CRD/SUS du 16 juin 2022 de l'ARCOP ordonnant la reprise de l'évaluation, elle a adressé à la date du 02 août 2023 une correspondance à ECOREL pour la fourniture des attestations de services faits et la preuve écrite que les fournitures qu'elle propose remplissent les conditions d'utilisation conformes aux spécifications du cahier de charges.

Elle soutient, qu'en retour, les attestations fournies ne sont pas de nature similaire au marché en question. Elle en conclut qu'elles ne sont pas conformes.

Elle signale, par ailleurs, qu'ECOREL a fourni la preuve écrite que les fournitures qu'il propose remplissent les conditions d'utilisation conformes aux spécifications du cahier de charge.

Elle confirme avoir attribué à nouveau le marché à l'entreprise Darou Salam Douyoli pour un montant global de soixante-dix-neuf millions sept cent quarante-neuf mille quatre cent quinze (79 749 415) F CFA TTC.

L'OBJET DU LITIGE

Il résulte de la nouvelle saisine et des faits qui la sous-tendent que l'objet du litige porte sur le bien-fondé du rejet de l'offre du requérant pour non-conformité des attestations de service fait fournies pour complément de dossiers suite à la décision du CRD ordonnant la reprise de l'évaluation des offres.

Autrement dit, il est reproché à ECOREL de n'avoir pas produit les documents attestant sa capacité technique à réaliser le marché.

EXAMEN DU RECOURS

Considérant que l'article 44 du Code des Marchés publics prévoit que tout candidat à un marché public doit justifier qu'il dispose des capacités juridiques, techniques, financières et environnementales requises pour exécuter le marché en présentant tous les documents et attestations appropriés, énumérés dans l'appel à concurrence ;

Que s'inscrivant dans le même sens, l'article 59 alinéa 2 précise que la qualification des candidats est appréciée au vu des justifications fournies ;

Considérant que la clause IC 5.1 des données particulières de l'appel d'offres stipule que le soumissionnaire doit satisfaire aux critères de qualification ci-dessous :

1. fournir les états financiers certifiés par une personne physique ou morale agréée par l'ONECA ou organisme assimilé des années (2020, 2019 et 2018) justifiant une bonne assise financière du candidat ;

2. prouver, documentation à l'appui, qu'il satisfait aux exigences d'expérience ci – après :

- avoir réalisé auparavant, à la satisfaction des acheteurs, un marché de nature similaire de taille au moins égale au tiers du présent marché au cours des cinq (5) dernières années (2021,2020,2019,2018 et 2017) ;
- produire la preuve écrite que les fournitures qu'il propose remplissent les conditions d'utilisation conformes aux spécifications du cahier de charges.

Que cette exigence du DAO vise à s'assurer, que le soumissionnaire dispose d'attestations de service fait pouvant garantir de la satisfaction d'un marché au cours des cinq dernières années (2017-2021), ainsi que la preuve écrite que les fournitures qu'elle propose, remplissent les conditions d'utilisation conformes aux spécifications du cahier de charge ;

Considérant qu'il ressort de l'examen du dossier que le requérant n'avait pas produit les pièces susmentionnées ;

Considérant, toutefois, que l'article 44 du Code des marchés publics prévoit que les documents prévus aux alinéas a), b), d), e), f) et éventuellement h) et i), sont exigibles dans un délai au plus égal à celui imparti à l'autorité contractante pour prononcer l'attribution provisoire ;

Qu'en application de ces dispositions, suite à la décision n° N°033/2022/ARMP/CRD/SUS du 16 juin 2022 de l'ARCOP ordonnant la reprise de l'évaluation, la commission des marchés a adressé en date du 02 aout 2023 une correspondance à ECOREL pour compléter les documents manquants ;

Considérant que pour donner corps à la clause 5.1 et répondre à la lettre de demande de compléments de dossiers, ECOREL a fourni :

- une attestation de service fait de l'ISEP de Thiès en date du 21 aout 2021 pour trois lots relatifs à la fourniture de matériel de génie civile et de produits de laboratoires (2 717 481 FCFA TTC) ; de matériel et de travaux pratiques pour les métiers du rail(2503 842 FCFA TTC) ; de matériel de cours et de Travaux pratiques destinés à la restauration et à la transformation(3 587 303 FCFA TTC) ;
- une attestation de service fait de l'ISEP de Thiès en date du 18 septembre 2020 pour la fourniture de matériel pour équipement de protection individuelle (11 400 297 FCFA) ; de tenue pour équipement de protection individuelle((12 814 535 FCFATTC) ;

Considérant que les attestations produites couvrent bien la période exigée (2021,2020,2019,2018 et 2017) ;

Considérant que le montant estimatif du marché est de quatre-vingt-cinq millions (85 000 000) FCFA.

Considérant que même si par analogie, les attestations peuvent servir de référence pour prouver la capacité du candidat du fait que le marché, objet du litige, est un marché de fournitures, du point de vue de la taille, aucune d'entre elles n'atteint le tiers du montant estimatif comme exigé dans le DAO ;

Qu'en rejetant l'offre du candidat pour ce motif, la commission des marchés a respecté les dispositions de la clause 5.1 ;

Qu'en conséquence, il y a lieu de rejeter le recours et d'ordonner la poursuite de la procédure ;

PAR CES MOTIFS :

- 1) Constate que la clause IC 5.1 des données particulières de l'appel d'offres exige que le soumissionnaire produise la preuve de la réalisation auparavant, à la satisfaction des acheteurs, d'un marché de nature similaire de taille au moins égale au tiers du présent marché au cours des cinq (5) dernières années (2021,2020,2019,2018 et 2017) ;
- 2) Constate que le requérant n'avait pas fourni les preuves susmentionnées ;
- 3) Constate toutefois que l'autorité contractante lui a demandé de transmettre lesdites pièces de qualification pour donner suite à la décision du CRD de l'ARCOP ;
- 4) Constate qu'en application des dispositions de l'article 44, suite à la décision n° N°033/2022/ARMP/CRD/SUS du 16 juin 2022 de l'ARCOP ordonnant la reprise de l'évaluation, la commission des marchés a adressé en date du 02 aout 2023 une correspondance à ECOREL pour compléter les documents manquants ;
- 5) Constate que pour donner corps à la clause 5.1 et répondre à la lettre de demande de compléments de dossiers, ECOREL a fourni deux attestations de service fait ;
- 6) Constate que le montant estimatif du marché est de quatre-vingt-cinq millions (85 000 000) FCFA ;

**AUTORITÉ DE RÉGULATION
DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

ÉQUITÉ - TRANSPARENCE - IMPARTIALITÉ



- 7) Dit que même si par analogie, les attestations peuvent servir de référence pour prouver la capacité du candidat du fait que le marché, objet du litige, est un marché de fournitures, du point de vue de la taille aucune d'entre elles n'atteint le tiers du montant estimatif comme prévu dans le DAO ;
- 8) Déclare, en conséquence, le recours de la société ECOREL non fondé ;
- 9) Ordonne la poursuite de l'évaluation des offres ;
- 10) Dit que le Directeur général de l'Autorité de Régulation de la Commande Publique est chargé de notifier à la société ECOREL, le Ministère de l'Elevage et des Productions Animales (MEPA), ainsi qu'à la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), la présente décision qui sera publiée sur le site officiel des marchés publics.

Le Président



Mamadou DIA

Les membres du CRD


Alioune NDIAYE


Moundiaïe CISSE


Mbareck DIOP

**Le Directeur général,
Rapporteur**



Saër NIANG

ARCOP SÉNÉGAL